

Fixant les tarifs de compensation pour le service d'aqueduc

ATTENDU QU'en vertu de l'article 988 du Code municipal, toute taxe doit être imposée par voie de règlement ;

ATTENDU QU'en vertu des articles 244.1 et suivants de la loi sur la fiscalité municipale, le conseil peut établir tout mode de tarification pour financer en tout ou en partie ses services municipaux ;

ATTENDU QUE le conseil municipal désire modifier ses tarifs pour le service d'aqueduc ;

ATTENDU QU'avis de motion a été donné lors d'une session du conseil tenue le 4 décembre 2017 ;

ATTENDU QU'un projet de règlement a été déposé devant le conseil le 15 janvier 2018;

A CES CAUSES, il est proposé par M^{me} Nathalie Simard appuyée par M^{me} Claire Girard et il est résolu à l'unanimité des conseillers que :

ARTICLE 1

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 DÉFINITION DES TERMES

Établissement : Signifie un commerce, une industrie, un magasin ou autre qui fonctionne de façon autonome et distincte. Ainsi, dans un même lieu, il peut y avoir plusieurs établissements.

Ferme: Toute organisation munie de bâtiment ou non où il se pratique l'agriculture, que cela soit une ferme laitière, porcine, ovine, horticole, céréalière, une serre de plus de 144 pi² ou une ferme d'un autre type, munie d'installation d'aqueduc en provenance du réseau municipal peu importe le nombre et la grosseur des entrées d'eau, et qui est dûment enregistrée auprès du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation comme exploitation agricole.

Résidence permanente : Immeuble résidentiel qui est habité généralement pour plus de 6 mois dans une même année civile, par le propriétaire ou par toute autre personne sous forme de location ou autrement.

Résidence saisonnière : Immeuble résidentiel ou véhicule de camping tel que défini au règlement de zonage no 89-205 qui est habité généralement pour un maximum de 6 mois dans une même année civile par le propriétaire ou par toute autre personne sous forme de location ou autrement.

Logement : Ensemble d'une ou plusieurs pièces destinées à l'habitation et pourvues de commodités d'hygiène utilisées de façon indépendante à des fins résidentielles.

ARTICLE 3

3.1 Afin de pourvoir aux dépenses annuelles encourues pour le service d'aqueduc (approvisionnement, traitement et distribution de l'eau), il est par le présent règlement décrété, imposé et il sera prélevé annuellement une taxe selon le mode de tarification établi ci-après. Ladite taxe est payable par les propriétaires d'immeubles inscrits au rôle d'évaluation municipale et dont la propriété est alimentée par l'eau de l'aqueduc municipal (peu importe que le réseau soit municipal ou privé).

Section 1 – Résidentielle

	<u>TARIF</u>
- Résidence permanente	100 \$/logement
- Résidence saisonnière	50 \$/logement
- Résidentiel (immeuble comprenant plus de 12 logements)	50 \$/logement

1.2 Exception

Dans le cas des maisons intergénérationnelles autorisées et reconnues par la municipalité en vertu des dispositions de son règlement de zonage en vigueur, le logement supplémentaire sera exempté du paiement du tarif établi pour ledit logement.

Section 2 - Commerciale, industrielle, et institutionnelle

Tout commerce, industrie, institution, non spécifiquement décrit ci-dessous :

Tarif : 160 \$/établissement

Terrain de camping : selon le nombre de terrains offerts en location, comme suit :

A) Terrains desservis :	35 \$ /terrain.
B) Terrains non desservis :	20 \$ /terrain.

Club de golf 750 \$

Hôtel, motel, auberge et autres lieux d'hébergement : 200 \$ plus 25 \$/chambre.

Tout autre établissement non décrit ci-dessus, non organisé mais où l'on use de l'eau provenant du réseau municipal : tarif : 100 \$

Section 3 - Agricole

Pour toute ferme, telle que définie à l'article 2 ci-dessus, la tarification sera établie selon le tableau ci-dessous, en fonction de la grandeur des terres de la propriété. Pour établir la grandeur des terres la municipalité utilisera son rôle d'évaluation en vigueur ou, au besoin, les mesures fournies au cadastre ou le livre de renvoi du bureau de la publicité foncière.

<u>Grandeur des fermes</u>	<u>Tarif annuel</u>
Moins de 50 acres	100 \$
De 51 à 75 acres	110 \$
De 76 à 100 acres	120 \$
De 101 à 125 acres	130 \$
De 126 à 150 acres	140 \$
De 151 à 175 acres	150 \$
De 176 à 200 acres	160 \$
De 201 à 225 acres	170 \$
De 226 à 250 acres	180 \$
De 251 à 275 acres	190 \$
De 276 à 300 acres	200 \$

Et 25 \$ par 100 acres supplémentaires ou partie de 100 acres.

Section 4 – Piscine

Toute piscine, qu'elle soit hors terre ou creusée est assujettie au paiement du tarif ci-après énoncé à l'exclusion de:

-Toute piscine ou bassin d'eau dont les côtés sont d'une hauteur de moins de 60 centimètres.

-Toute piscine ou bassin d'eau dont les côtés sont d'une hauteur de plus de 60 centimètres et de moins de 120 centimètres et qui n'est pas fixée au sol.

Tarif: 30 \$/piscine.

ARTICLE 4

Tout employé municipal aura droit de visiter entre 9 h et 19 h, lorsqu'il est jugé à propos, toute habitation, commerce ou établissement ou endroit où l'on peut faire usage de l'eau pour recueillir tout renseignement nécessaire à l'application du présent règlement.

ARTICLE 5

Tarif particulier

- 5.1 Le conseil peut faire avec les abonnés des arrangements particuliers pour l'approvisionnement et la tarification de l'eau dans les cas spéciaux où il considère que la consommation ordinaire est excédée.
- 5.2 De plus, le conseil pourra, s'il le juge à propos, procéder à l'installation de compteur d'eau dans tout immeuble situé sur le territoire de la municipalité abonné au réseau d'aqueduc en vue de fixer tout tarif particulier.

Les tarifs particuliers qui seront décrétés sont basés sur les coûts unitaires d'approvisionnement et de distribution de l'eau, tels que calculés annuellement par la municipalité et s'appliqueront à tout immeuble muni d'un compteur d'eau en lieu et place de la tarification établie aux sections 1 à 4 de l'article 3 du présent règlement.

ARTICLE 6

- 6.1 La taxe fixée ci-dessus sera payable en regard de tout abonné, que l'immeuble soit occupé ou non pendant une période de l'année.
- 6.2 Toutefois, un crédit équivalant à la taxe annuelle pourra être accordé pour tout logement, commerce ou autre abonné, qui sera non occupé pendant au moins 12 mois consécutifs, et ce, à la demande du propriétaire de l'immeuble.
- 6.3 Le propriétaire de tout immeuble visé par l'article 6.2 ci-dessus devra faire la preuve qu'il a droit au crédit en fournissant tout document ou autre, à la demande des fonctionnaires de la municipalité.
- 6.4 Aucun crédit ne pourra toutefois être accordé pour la catégorie résidentielle (immeuble comprenant plus de 12 logements).

ARTICLE 7

Le présent règlement s'applique sur l'ensemble du territoire de la municipalité de Saint-Gédéon. Les tarifs du présent règlement serviront de base au calcul des services rendus à d'autres municipalités, à moins d'entente particulière fixant toute autre tarification.

ARTICLE 8

Par le présent règlement, le règlement no 2015-443 est abrogé à toute fin que de droit.

ARTICLE 9

Les tarifs fixés par le présent règlement entreront en vigueur rétroactivement au 1 janvier 2018.

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi, et demeurera en vigueur tant qu'il ne sera pas abrogé par un autre règlement.

Émile Hudon
Maire

Dany Dallaire
Directeur général

Adopté le 22 janvier 2018
Publié le 25 janvier 2018
Entré en vigueur le 25 janvier 2018